

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 15 mars 1979, *Moniteur belge* du 30 mars 1979.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 15 maart 1979, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1979.

F. 2001 — 3606

[C — 2001/13224]

12 DECEMBRE 2001. — Arrêté royal pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *i*), remplacé par la loi du 10 août 2001;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 103^{quater}, inséré par la loi du 10 août 2001, et l'article 107, remplacé par la loi du 22 décembre 1989;

Vu l'avis du Conseil national du Travail, donné le 19 septembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2001;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que, bien que la CCT n° 77 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, a déjà été conclue au sein du Conseil national du Travail le 14 février 2001 et rendue obligatoire par arrêté royal du 13 mars 2001, la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie, qui prévoit la base légale du nouveau système de crédit-temps de la CCT n° 77 précitée, a seulement été publiée le 15 septembre 2001. Que le nouveau système du crédit-temps doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2002 conformément à la C.C.T. n° 77 et qu'aussi bien les organismes chargés de l'exécution pratique de ce système que les travailleurs et les employeurs concernés doivent être mis au courant le plus vite possible des mesures d'exécution prises dans ce cadre;

Vu l'avis 32.457/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° loi de redressement : la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

2° convention collective de travail n° 77 : la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001, conclue au sein du Conseil national du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps rendue obligatoire par arrêté royal du 13 mars 2001;

N. 2001 — 3606

[C — 2001/13224]

12 DECEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, *i*), vervangen bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 103^{quater}, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, en op artikel 107, vervangen bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 19 september 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 oktober 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2001;

Gelet op het verzoek van spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, alhoewel de CAO nr. 77 tot uitvoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, reeds afgesloten werd in de Nationale Arbeidsraad op 14 februari 2001 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 maart 2001, de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven, die de wettelijke basis vormt voor het door de voormelde CAO nr. 77 ingevoerde nieuw stelsel slechts gepubliceerd werd op 15 september 2001. Dat het nieuwe stelsel van tijdskrediet op 1 januari 2002 in werking dient te treden overeenkomstig de C.A.O. nr. 77 en dat dus zowel de instellingen belast met de praktische uitvoering van dit stelsel, als de betrokken werknemers als werkgevers zo spoedig mogelijk op de hoogte dienen gebracht te worden van de in dit kader genomen uitvoeringsmaatregelen;

Gelet op het advies 32.457/1 van de Raad van State, gegeven op 6 november 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° herstellwet : de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

2° collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 : de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 maart 2001;

3° travailleur occupé dans un régime à temps partiel : un travailleur dont la durée normale de travail, calculée sur une base hebdomadaire ou en moyenne sur une période d'emploi pouvant aller jusqu'à un an, est inférieure à celle d'un travailleur à temps plein se trouvant dans une situation comparable;

4° travailleur à temps plein se trouvant dans une situation comparable : le travailleur occupé à temps plein :

a) ayant le même type de contrat de travail et effectuant le même type de travail, ou un type de travail similaire, ou exerçant le même type de profession, ou un type de profession similaire;

b) et occupé dans le même établissement ou, en l'absence de travailleurs à temps plein se trouvant dans une situation comparable dans cet établissement, dans la même entreprise ou, en l'absence de travailleurs à temps plein se trouvant dans une situation comparable dans cette entreprise, dans la même branche d'activité, que le travailleur à temps partiel visé;

5° le directeur : le directeur du bureau du chômage de l'Office national de l'emploi ou les agents désignés par l'administrateur général de l'Office;

6° formes spécifiques : interruption de carrière complète et partielle dans le cadre des soins palliatifs, de l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade et du congé parental, en vertu de n'importe quel texte légal ou réglementaire pris en exécution de la loi de redressement.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux travailleurs visés à l'article 103bis de la loi de redressement.

Art. 3. Le présent arrêté ne s'applique pas aux travailleurs qui suspendent complètement leur contrat de travail ou diminuent leurs prestations de travail en application :

1° des articles 100bis et 102bis de la loi de redressement, pour l'octroi de soins palliatifs;

2° de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle;

3° l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de la carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

CHAPITRE III. — *Montant des allocations*

Art. 4. § 1^{er}. En exécution de l'article 103quater de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs qui suspendent complètement leurs prestations de travail à temps plein en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° de la CCT n° 77 s'élève à :

A) 364,55 € par mois lorsque le travailleur à temps plein n'a pas été lié par un contrat de travail avec son employeur pendant au moins cinq ans;

B) 486,07 € par mois lorsque le travailleur à temps plein a été lié par un contrat de travail avec son employeur pendant au moins cinq ans.

Aux travailleurs qui suspendent un régime de travail à temps partiel est accordé une partie du montant fixé à l'alinéa 1^{er} qui est proportionnelle à la durée du travail dans le régime de travail à temps partiel.

§ 2. En exécution de l'article 103quater de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail à temps plein à un régime de travail à mi-temps en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° de la CCT n° 77, s'élève à :

A) 182,27 € par mois lorsque le travailleur à temps plein n'a pas été lié par un contrat de travail avec son employeur pendant au moins cinq ans;

B) 243,03 € par mois lorsque le travailleur à temps plein a été lié par un contrat de travail avec son employeur pendant au moins cinq ans.

Aux travailleurs qui sont occupés dans un régime de travail à temps partiel qui comporte au moins les 3/4 d'un régime de travail à temps plein et qui réduisent leurs prestations de travail à un mi-temps il est accordé, par mois, une partie du montant mentionné à l'alinéa 1^{er} qui est proportionnelle au nombre d'heures dont les prestations de travail sont réduites.

3° werknemer tewerkgesteld in een deeltijdse arbeidsregeling : een werknemer wiens normale arbeidsduur, berekend op weekbasis of als gemiddelde over een werkperiode van maximaal een jaar, minder is dan die van een voltijdse werknemer in een vergelijkbare situatie;

4° voltijdse werknemer in een vergelijkbare situatie : de werknemer die voltijds werkzaam is en die :

a) dezelfde soort arbeidsovereenkomst heeft en hetzelfde of soortgelijk werk verricht of dezelfde of een soortgelijke functie uitoefent;

b) en in dezelfde vestiging werkzaam is of, bij afwezigheid in deze vestiging van voltijdse werknemers in een vergelijkbare situatie, in dezelfde onderneming of, bij afwezigheid in deze onderneming van voltijdse werknemers in een vergelijkbare situatie, in dezelfde bedrijfstak als de deeltijdse werknemer;

5° directeur : de directeur van het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening of de ambtenaren die door de administrateur-generaal van de Rijksdienst zijn aangeduid;

6° specifieke vormen : volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking in het kader van palliatieve zorgen, bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid en ouderschapsverlof, krachtens gelijk welke wettekst of reglementaire tekst genomen in uitvoering van de herstellwet.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werknemers bedoeld in artikel 103bis van de herstellwet.

Art. 3. Dit besluit is niet van toepassing op de werknemers die hun arbeidsovereenkomst volledig schorsen of hun arbeidsprestaties verminderen in toepassing van :

1° de artikelen 100bis en 102bis van de herstellwet, voor het verlenen van palliatieve zorgen;

2° het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan;

3° het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de uitkeringen*

Art. 4. § 1. In uitvoering van artikel 103quater van de herstellwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de werknemers die hun voltijdse arbeidsprestaties volledig schorsen in toepassing van artikel 3, § 1, 1° van de CAO nr. 77 :

A) 364,55 € per maand wanneer de voltijdse werknemer niet gedurende minstens vijf jaar verbonden is geweest met een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever;

B) 486,07 € per maand wanneer de voltijdse werknemer wel gedurende minstens vijf jaar verbonden is geweest met een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever;

Aan de werknemers die een deeltijdse arbeidsregeling schorsen, wordt een gedeelte van het in het eerste lid vermelde bedrag toegekend dat proportioneel is aan de arbeidsduur in die deeltijdse arbeidsregeling.

§ 2. In uitvoering van artikel 103quater van de herstellwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de werknemers die hun voltijdse arbeidsprestaties verminderen tot een halfzijdse betrekking in toepassing van artikel 3, § 1, 2° van de CAO nr. 77 :

A) 182,27 € per maand wanneer de voltijdse werknemer niet gedurende minstens vijf jaar verbonden is geweest met een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever;

B) 243,03 € per maand wanneer de voltijdse werknemer wel gedurende minstens vijf jaar verbonden is geweest met een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever.

Aan de werknemers die tewerkgesteld zijn in een deeltijdse arbeidsregeling die tenminste 3/4 bedraagt van een voltijdse betrekking en die hun arbeidsprestaties verminderen tot een halfzijdse betrekking, wordt per maand een gedeelte van het in het eerste lid vermelde bedrag toegekend dat proportioneel is aan het aantal uren waarmee de arbeidsprestaties verminderd worden.

§ 3. Le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs visés à cet article est limité à 60 mois maximum durant toute la carrière professionnelle.

Pour le calcul de la durée de 60 mois, il est tenu compte des périodes d'interruption de carrière complète et à mi-temps dont le travailleur a déjà bénéficié en vertu de n'importe quel texte légal ou réglementaire pris en exécution de la loi de redressement, à l'exception des formes spécifiques.

§ 4. Le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences, détermine les règles applicables à la récupération des allocations perçues indûment et celles relatives à la renonciation éventuelle à cette récupération en cas de non-respect de la durée minimale de trois mois fixée dans l'article 3, § 1^{er} de la CCT n° 77.

Art. 5. § 1^{er}. En exécution de l'article 103^{quater} de la loi de redressement le montant de l'allocation des travailleurs à temps plein qui diminuent leur carrière d'un jour ou de deux demi-jours par semaine au sens de l'article 6, § 1^{er} de la CCT n° 77 s'élève 72,91 € par mois.

§ 2. Le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs visés à cet article est limité à 60 mois maximum durant toute la carrière professionnelle.

Pour le calcul de la durée de 60 mois, il est tenu compte des périodes de réduction de prestations de travail d'un cinquième, d'un quart et d'un tiers dont le travailleur a déjà bénéficié en vertu de n'importe quel texte légal ou réglementaire pris en exécution de la loi de redressement, à l'exception des formes spécifiques.

§ 3. Le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences, détermine les règles applicables à la récupération des allocations perçues indûment et celles relatives à la renonciation éventuelle à cette récupération en cas de non-respect de la durée minimale de six mois fixée dans l'article 6, § 1^{er} de la CCT n° 77.

Art. 6. § 1^{er}. En exécution de l'article 103^{quater} de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs à temps plein de 50 ans ou plus, qui diminuent leur carrière au sens de l'article 9, § 1^{er}, 1° de la CCT 77, s'élève à 121,52 € par mois.

§ 2. En exécution de l'article 103^{quater} de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs de 50 ans ou plus qui réduisent leurs prestations de travail à temps plein à un régime de travail à mi-temps, dans le sens de l'article 9, § 1^{er}, 2° de la CCT 77, s'élève à 315,94 € par mois.

Aux travailleurs qui sont occupés dans un régime de travail à temps partiel qui comporte au moins les 3/4 d'un régime de travail à temps plein et qui réduisent leur prestations de travail à un régime de travail à mi-temps, il est accordé, par mois, une partie du montant mentionné à l'alinéa 1^{er} qui est proportionnelle aux nombre d'heures dont les prestations de travail sont réduites.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

Art. 7. § 1^{er}. Les allocations d'interruption ne peuvent pas être cumulées :

1° avec les revenus provenant de l'exercice d'un mandat politique, sauf s'il s'agit d'un mandat de conseiller communal ou de membre d'un centre public d'aide sociale;

2° avec les revenus provenant d'une activité complémentaire en tant que salarié, sauf si celle-ci était déjà exercée en même temps que l'activité dont l'exécution est suspendue ou dont les prestations de travail sont réduites, durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la suspension de l'exécution du contrat ou la réduction des prestations de travail visées par le présent arrêté;

3° avec les revenus provenant de l'exercice d'une activité indépendante complémentaire, sauf dans le cas de suspension de l'exécution du contrat de travail prévue à l'article 4, § 1^{er}, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la suspension de l'exécution du contrat de travail, auquel cas le cumul est autorisé pendant une période maximale de douze mois.

Les allocations d'interruption ne sont pas cumulables avec l'octroi d'une pension.

§ 3. Het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de in dit artikel bedoelde werknemers wordt beperkt tot maximum 60 maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Voor de berekening van de duur van 60 maanden wordt rekening gehouden met de periodes van volledige en halftijdse loopbaanonderbreking waarvan de werknemer reeds heeft genoten krachtens gelijk welke wettekst of reglementaire tekst genomen in uitvoering van de herstelwet, met uitzondering van de specifieke vormen.

§ 4. De Minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de regels betreffende de terugvordering van onrechtmatig genoten uitkeringen en betreffende het eventueel afzien van de terugvordering in geval van niet-naleving van de in artikel 3, § 1 van de CAO nr. 77 bepaalde minimumduur van drie maanden.

Art. 5. § 1. In uitvoering van artikel 103^{quater} van de herstelwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de voltijdse werknemers die hun loopbaan verminderen in de zin van artikel 6, § 1 van de CAO nr. 77 ten belope van een dag of twee halve dagen per week, 72,91 € per maand.

§ 2. Het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de in dit artikel bedoelde werknemers wordt beperkt tot maximum 60 maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Voor de berekening van de duur van 60 maanden wordt rekening gehouden met de periodes van vermindering van de arbeidsprestaties met een vijfde, een vierde en een derde, waarvan de werknemer reeds heeft genoten krachtens gelijk welke wettekst of reglementaire tekst genomen in uitvoering van de herstelwet, met uitzondering van de specifieke vormen.

§ 3. De Minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de regels betreffende de terugvordering van onrechtmatig genoten uitkeringen en betreffende het eventueel afzien van de terugvordering in geval van niet-naleving van de in artikel 6, § 1 van de CAO nr. 77 bepaalde minimumduur van zes maanden.

Art. 6. § 1. In uitvoering van artikel 103^{quater} van de herstelwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de voltijdse werknemers van 50 jaar en ouder die hun loopbaan verminderen in de zin van artikel 9, § 1, 1° van de CAO 77, 121,52 € per maand.

§ 2. In uitvoering van artikel 103^{quater} van de herstelwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de werknemers van 50 jaar en ouder, die hun voltijdse arbeidsprestaties verminderen tot een halftijdse betrekking in toepassing van artikel 9, § 1, 2° van de CAO 77, 315,94 € per maand.

Aan de werknemers die tewerkgesteld zijn in een deeltijdse arbeidsregeling die tenminste 3/4 bedraagt van een voltijdse betrekking en die hun arbeidsprestaties verminderen tot een halftijdse betrekking, wordt per maand een gedeelte van het in het eerste lid vermelde bedrag toegekend dat proportioneel is aan het aantal uren waarmee de arbeidsprestaties verminderd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 7. § 1. De onderbrekingsuitkeringen kunnen niet gecumuleerd worden :

1° met de inkomsten voortvloeiend uit een politiek mandaat, tenzij het een mandaat van gemeenteraadslid of van lid van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn betreft;

2° met de inkomsten voortvloeiend uit een bijkomende activiteit als loontrekkende behalve indien die reeds, tesamen met de activiteit waarvan de uitoefening geschorst wordt of waarvan de prestaties verminderd worden, uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of de vermindering van de arbeidsprestaties bedoeld in dit besluit voorafgaan;

3° met de inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit, behalve in het geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst bepaald bij artikel 4, § 1 in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voorafgaan, in welk geval de cumulatieve toegelaten wordt gedurende een periode van maximum twaalf maanden.

De onderbrekingsuitkeringen kunnen niet gecumuleerd worden met een pensioen.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sont considérés comme pension, les pensions de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou de survie et tous autres avantages en tenant lieu, accordés :

1° par ou en vertu d'une loi belge ou étrangère;

2° par un organisme de sécurité sociale, un pouvoir public, un établissement public ou d'utilité publique, belge ou étranger.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, est considérée comme activité indépendante complémentaire, l'activité qui oblige, selon la réglementation en vigueur, la personne concernée à s'inscrire auprès de l'Institut national d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Le travailleur qui exerce un mandat politique, une activité complémentaire salariée ou indépendante ou qui bénéficie d'une pension doit en faire la déclaration au moment de sa demande d'allocations. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration tardive, les allocations d'interruption déjà payées sont récupérées à partir de la date du début du crédit-temps, de la diminution de carrière et de la réduction des prestations de travail à mi-temps, jusqu'au jour de la déclaration tardive éventuelle.

§ 2. Le droit au crédit temps ou la réduction des prestations de travail sur base de la CCT n° 77 sans allocations, peut seulement être accordé lorsque :

1° le travailleur bénéficie d'une pension de survie;

2° le travailleur, qui poursuit une activité indépendante, a perdu le droit aux allocations, parce qu'il a dépassé le délai de douze mois prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;

3° le travailleur réside à l'étranger pour y effectuer une activité rémunérée dans le cadre d'un projet reconnu de coopération au développement pour le compte d'une organisation de coopération au développement non gouvernementale reconnue.

Art. 8. § 1^{er}. Le droit aux allocations d'interruption se perd à partir du jour où le travailleur qui bénéficie d'une allocation d'interruption entame une activité rémunérée ou indépendante quelconque, élargit une activité salariée complémentaire existante ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante.

Le travailleur qui exerce néanmoins une activité visée à l'alinéa 1^{er}, doit en avertir au préalable le directeur, faute de quoi les allocations d'interruption déjà payées sont récupérées à partir du jour de l'exercice ou de l'élargissement de cette activité.

§ 2. Toutefois, pour l'application du présent arrêté, ne sont pas considérées comme activité rémunérée, les prestations de travail limitées à la formation, l'accompagnement ou le tutorat de nouveaux travailleurs, effectuées par un travailleur qui bénéficie de l'allocation visée à l'article 6, § 2.

Il faut entendre par nouveau travailleur, le travailleur engagé dans les liens d'un contrat de travail conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pendant les douze mois calculés de date à date qui suivent le jour de l'entrée en service.

Les activités de formation, d'accompagnement ou de tutorat des nouveaux travailleurs peuvent seulement être effectuées par un travailleur lorsque :

1° la formation, l'accompagnement ou le tutorat est effectué chez son propre employeur, chez un autre employeur appartenant à la même branche d'activité ou dans un centre de formation de la même branche d'activité;

2° la rémunération reçue pour les activités de formation, d'accompagnement ou de tutorat augmentée de son allocation d'interruption, ne dépasse pas la rémunération mensuelle qu'il reçoit pour ses prestations de travail réduites de moitié.

Avant d'exercer pour la première fois des activités de formation, d'accompagnement ou de tutorat, le travailleur doit en avertir, par écrit, le bureau de chômage au moins quinze jours avant le début de ses activités.

Les éléments constitutifs des sommes payées ou dues au travailleur pour les activités de formation, d'accompagnement ou de tutorat qu'il a exercées, doivent être indiqués séparément sur le compte individuel. Cette indication séparée concerne les mentions prévues par l'article 16, § 1^{er}, 1° à 6°, § 2, 1° à 3° et § 3, 1° de l'arrêté royal du 8 août 1980 relatif aux documents sociaux.

Wordt voor toepassing van het vorige lid als een pensioen aange-merkt de ouderdoms-, rust-, ancienniteits- of overlevingspensioenen, en andere als dusdanig geldende voordelen, toegekend :

1° door of krachtens een Belgische of buitenlandse wet;

2° door een Belgische of een buitenlandse instelling van sociale zekerheid, een openbaar bestuur, een openbare instelling of een instelling van openbaar nut.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, wordt beschouwd als bijkomende zelfstandige activiteit deze activiteit waardoor volgens de ter zake geldende reglementering, de betrokken persoon verplicht is zich in te schrijven bij het Rijksinstituut voor Sociale Verzekering der Zelfstandigen.

De werknemer die een politiek mandaat uitoefent, die een bijkomende activiteit als loontrekkende of als zelfstandige uitoefent of die een pensioen geniet, moet hiervan aangifte doen op het ogenblik van zijn aanvraag om uitkeringen. Bij gebrek aan aangifte of in geval van laattijdige aangifte worden de reeds betaalde onderbrekingsuitkeringen teruggevorderd vanaf de aanvangsdatum van het tijdskrediet, van de loopbaanvermindering of van de vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, tot op de dag van de eventuele laattijdige aangifte.

§ 2. Het recht op tijdskrediet of vermindering van de arbeidsprestaties op basis van de bepalingen van de CAO nr. 77 zonder uitkeringen kan enkel toegekend worden indien :

1° de werknemer geniet van een overlevingspensioen;

2° de werknemer die een zelfstandige activiteit voortzet, het recht op uitkeringen verloren heeft, omdat hij de termijn van twaalf maanden voorzien bij § 1, eerste lid, 3°, overschreden heeft;

3° de werknemer in het buitenland verblijft om er een bezoldigde activiteit te verrichten in het kader van een erkend project inzake ontwikkelingssamenwerking via een erkende niet-gouvernementele organisatie voor ontwikkelingssamenwerking.

Art. 8. § 1. Het recht op onderbrekingsuitkering gaat verloren vanaf de dag dat de werknemer die een onderbrekingsuitkering geniet om het even welke bezoldigde of zelfstandige activiteit aanvangt, een bestaande bijkomende bezoldigde activiteit uitbreidt of meer dan een jaar zelfstandige activiteit telt.

De werknemer die toch een in het eerste lid bedoelde activiteit uitoefent, dient vooraf de directeur hiervan op de hoogte te stellen, bij gebreke waarvan de reeds betaalde onderbrekingsuitkeringen teruggevorderd worden vanaf de dag van de uitoefening of de uitbreiding van deze activiteit.

§ 2. Nochtans worden voor de toepassing van dit besluit de arbeidsprestaties die beperkt worden tot de vorming, de begeleiding of het mentorschap van nieuwe werknemers niet als bezoldigde activiteit beschouwd indien de werknemer geniet van de uitkering bedoeld in artikel 6, § 2.

Onder nieuwe werknemer wordt verstaan een werknemer aangeworven met een arbeidsovereenkomst overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedurende de twaalf maanden berekend van datum tot datum die volgen op de dag van de indiensttreding.

De activiteiten van vorming, begeleiding of mentorschap bedoeld in het eerste lid mogen enkel door een werknemer worden uitgeoefend indien :

1° de vorming, de begeleiding of het mentorschap uitgeoefend wordt bij de eigen werkgever, bij een andere werkgever behorende tot dezelfde bedrijfstak of in een opleidingscentrum van dezelfde bedrijfstak;

2° de vergoeding die ontvangen wordt voor de vorming, de begeleiding of het mentorschap verhoogd met de onderbrekingsuitkeringen, per maand het loon niet overschrijdt dat hij ontvangt voor zijn met de helft verminderde arbeidsprestaties.

Vooraleer voor het eerst activiteiten van vorming, begeleiding of mentorschap uit te oefenen dient de werknemer, minstens 15 dagen voor het begin van de activiteit, het werkloosheidsbureau hiervan schriftelijk te verwittigen.

De bestanddelen van de aan de werknemer betaalde of verschuldigde sommen voor de activiteiten van vorming, begeleiding of mentorschap moeten afzonderlijk vermeld worden op de individuele rekening. Deze afzonderlijke vermelding betreft de gegevens voorzien in artikel 16, § 1, 1° tot 6°, § 2, 1° tot 3° en § 3, 1° van het koninklijk besluit van 8 augustus 1980 betreffende de sociale documenten.

Lorsque les conditions visées dans ce paragraphe n'ont pas été respectées, l'Office national de l'Emploi peut exiger le remboursement de tout ou partie de l'allocation d'interruption que le travailleur a reçue pour la période pour laquelle les manquements ont été constatés.

L'Office national de l'Emploi peut exclure du droit à l'application de ce paragraphe l'employeur ou le centre de formation qui laissent exercer des activités de formation, d'accompagnement ou de tutorat par un travailleur en infraction aux dispositions de ce paragraphe.

§ 3. Le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences détermine les règles applicables à la récupération des allocations perçues indûment et celles relatives à la renonciation éventuelle à cette récupération.

Art. 9. Le droit aux allocations d'interruption est suspendu au cours de la période pendant laquelle les travailleurs sont emprisonnés.

Art. 10. Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, le travailleur concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Union européenne.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie.

Art. 11. § 1^{er}. Les montants des allocations mentionnées dans le présent arrêté, sont liés à l'indice-pivot 103,14 en vigueur le 1^{er} juin 1999 (base 1996 = 100). Ces montants sont augmentés ou diminués conformément à l'article 4 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. L'augmentation ou la diminution est applicable à partir du jour fixé par l'article 6, 3^o, de la loi précitée.

Le nouveau montant est obtenu par la multiplication du montant de base par un multiplicateur égal à 1,0200n, n représentant le rang de l'indice-pivot atteint, sans qu'il y ait un arrondissement intermédiaire. L'indice-pivot qui suit celui mentionné à l'alinéa 1^{er}, est considéré comme rang 1. Le multiplicateur est exprimé en unités, suivies de 4 chiffres. Le cinquième chiffre après la virgule est supprimé et mène à une augmentation du chiffre précédent d'une unité lorsqu'il atteint au moins 5.

§ 2. Lorsque le montant de l'allocation calculé conformément aux dispositions du § 1^{er}, comporte une fraction de cent, il est arrondi au cent supérieur ou inférieur selon que la fraction atteint ou n'atteint pas 0,5.

CHAPITRE V. — Demande de l'allocation et procédure

Art. 12. En application de l'article 12, § 3, alinéa 1^{er} de la convention collective n° 77, le bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi délivre, à la demande du travailleur qui veut introduire auprès de son employeur une notification écrite, une attestation mentionnant, sur base des données informatisées dont dispose l'Office national de l'Emploi, la ou les périodes durant lesquelles le travailleur :

1° a bénéficié d'un crédit-temps ou d'une diminution de carrière, comme visé aux articles 4 et 5;

2° a bénéficié d'une suspension ou d'une réduction des prestations de travail en vertu de n'importe quel texte légal ou réglementaire pris en exécution de la loi de redressement, à l'exception des formes spécifiques.

Art. 13. Les travailleurs qui veulent bénéficier d'une allocation d'interruption, introduisent à cette fin une demande auprès du bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi dans le ressort duquel ils résident.

Lorsque le travailleur n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau du chômage dans le ressort duquel l'unité technique dans laquelle le travailleur est occupé est établie.

Cette demande doit être envoyée par lettre recommandée à la poste et est censée être reçue par le bureau le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste.

Wanneer de voorwaarden bedoeld in deze paragraaf niet gerespecteerd werden kan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening de terugbetaling eisen van de volledige of een gedeelte van de onderbrekingsuitkering die de werknemer genoten heeft tijdens de periode voor dewelke de tekortkomingen werden vastgesteld.

De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan de werkgever of het opleidingscentrum, die in strijd met de bepalingen van deze paragraaf een werknemer activiteiten van vorming, begeleiding of mentorschap laat uitoefenen, het recht op toepassing van deze paragraaf ontzeggen.

§ 3. De Minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft bepaalt de regels betreffende de terugvordering van onrechtmatig genoten uitkeringen en betreffende het eventueel afzien van de terugvordering.

Art. 9. Het recht op onderbrekingsuitkeringen wordt geschorst gedurende de periode tijdens dewelke de werknemers gevangen gezet zijn.

Art. 10. Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient de betrokken werknemer over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Unie.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing.

Art. 11. § 1. De bedragen van de uitkeringen vermeld in onderhavig besluit, zijn gekoppeld aan de spilindex 103,14 geldend op 1 juni 1999 (basis 1996 = 100). Deze bedragen worden verhoogd of verminderd overeenkomstig artikel 4 van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. De verhoging of de vermindering wordt toegepast vanaf de dag, bepaald in artikel 6, 3^o, van voornoemde wet.

Het nieuwe bedrag wordt bekomen door het basisbedrag te vermenigvuldigen met een multiplicator gelijk aan 1,0200n, waarbij n overeenstemt met de rang van de bereikte spilindex, zonder dat een intermediaire afronding geschiedt. De spilindex volgend op deze vermeld in het eerste lid wordt als rang 1 beschouwd. De multiplicator wordt uitgedrukt in eenheden, gevolgd door 4 cijfers. Het vijfde cijfer na de komma wordt weggelaten en leidt tot een verhoging met één eenheid van het vorige cijfer indien het minstens 5 bereikt.

§ 2. Wanneer het overeenkomstig § 1 berekende bedrag van de uitkering, een gedeelte van een cent bevat, wordt het tot de hogere of lagere cent afgerond naargelang het gedeelte al dan niet 0,5 bereikt.

HOOFDSTUK V. — Aanvraag van de uitkering en procedure

Art. 12. In toepassing van artikel 12, § 3, eerste lid van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77, levert het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening een attest af op verzoek van de werknemer die bij zijn werkgever een schriftelijke kennisgeving wil indienen, waarin wordt vermeld, op basis van de geïnformatiseerde gegevens waarover de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening beschikt, tijdens welke periode of periodes de werknemer :

1° een tijdscrediet of een loopbaanvermindering, als bedoeld in de artikelen 4 en 5 heeft genoten;

2° een schorsing of een vermindering van de arbeidsprestaties heeft genoten krachtens gelijk welke wettekst of reglementaire tekst genomen in uitvoering van de herstellwet, met uitzondering van de specifieke vormen.

Art. 13. De werknemers die een onderbrekingsuitkering willen genieten, dienen daartoe een aanvraag in bij het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening in het ambtsgebied waar van zij verblijven.

Indien de werknemer geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de technische bedrijfseenheid waar de werknemer tewerkgesteld is.

De aanvraag dient bij een ter post aangetekende brief verzonden te worden en wordt geacht ontvangen te zijn op het bureau de derde werkdag na de afgifte ervan ter post.

Art. 14. La demande doit être faite au moyen des formulaires dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences, après l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi.

Le Ministre peut également déterminer les preuves que le travailleur doit joindre à sa demande.

Les formulaires de demande peuvent être obtenus auprès du bureau du chômage.

Art. 15. Lorsque la suspension de l'exécution du contrat de travail ou de réduction des prestations est prolongée, une nouvelle demande doit être introduite dans le délai prévu à l'article 16.

Art. 16. Le droit aux allocations est ouvert à partir du jour indiqué sur la demande d'allocations, lorsque tous les documents nécessaires, dûment et entièrement remplis, parviennent au bureau du chômage dans le délai de deux mois, prenant cours le lendemain du jour indiqué sur la demande et calculé de date à date. Lorsque ces documents dûment et entièrement remplis sont reçus en-dehors de ce délai, le droit aux allocations n'est ouvert qu'à partir du jour de leur réception.

Art. 17. Le directeur compétent prend toute décision en matière d'octroi ou d'exclusion du droit aux allocations d'interruption, après avoir procédé ou fait procéder aux enquêtes et investigations nécessaires. Il inscrit sa décision sur une carte d'allocations d'interruption dont le modèle et le contenu sont fixés par l'Office national de l'Emploi. Le directeur envoie un exemplaire de cette carte d'allocations d'interruption au travailleur par lettre recommandée à la poste. Cette lettre est censée être reçue le troisième jour ouvrable qui suit son dépôt à la poste.

Art. 18. Préalablement à toute décision d'exclusion ou de récupération des allocations, le directeur convoque le travailleur aux fins d'être entendu. Cependant, le travailleur ne doit pas être convoqué pour être entendu en ses moyens de défense :

1° lorsque la décision d'exclusion est due à une reprise de travail, une mise à la pension, une fin de contrat de travail ou au fait que l'interrompant poursuit l'exercice d'une activité indépendante alors qu'il a cumulé pendant un an l'exercice de cette activité avec le bénéfice des allocations d'interruption;

2° dans le cas d'une récupération à la suite de l'octroi d'un montant d'allocations ne correspondant pas aux dispositions des articles 4, 5 et 6;

3° lorsque le travailleur a communiqué par écrit qu'il ne désire pas être entendu.

Si le travailleur est empêché le jour de la convocation, il peut demander la remise de l'audition à une date ultérieure, laquelle ne peut être postérieure de plus de quinze jours à celle qui était fixée pour la première audition.

La remise n'est accordée qu'une seule fois, sauf en cas de force majeure.

La demande de remise doit, sauf en cas de force majeure, parvenir au bureau du chômage au plus tard la veille du jour auquel le travailleur a été convoqué.

Le travailleur peut se faire représenter ou assister par un avocat ou un délégué d'une organisation représentative des travailleurs.

La décision du directeur, par laquelle des allocations d'interruption perçues indûment sont récupérées, est notifiée au travailleur concerné par lettre recommandée à la poste et doit mentionner aussi bien la période pour laquelle il y a récupération que le montant à récupérer.

Le directeur peut renoncer à la récupération lorsque :

— soit les allocations d'interruption ont été payées à tort à la suite d'une erreur juridique ou matérielle du bureau du chômage;

— soit le travailleur qui n'a pas effectué une déclaration requise ou l'a effectuée tardivement, prouve qu'il a agi de bonne foi et qu'il aurait eu droit aux allocations s'il avait effectué à temps sa déclaration.

Le travailleur peut aller en appel contre les décisions du directeur d'exclusion du droit ou de récupération des allocations, à peine de déchéance, auprès du tribunal du travail compétent, dans les trois mois de la notification de la décision.

Art. 14. De aanvraag dient te gebeuren bij middel van de formulieren waarvan het model en de inhoud vastgesteld wordt door de Minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

De Minister kan tevens bepalen welke bewijsstukken de werknemer bij zijn aanvraag dient te voegen.

De aanvraagformulieren kunnen worden bekomen op het werkloosheidsbureau.

Art. 15. Wanneer de schorsing van de uitvoering van de arbeids-overeenkomst of van de vermindering van de arbeidsprestaties verlengd wordt, dient een nieuwe aanvraag ingediend te worden binnen de termijn bepaald in artikel 16.

Art. 16. Het recht op uitkeringen gaat in de dag aangeduid op de aanvraag om uitkeringen, wanneer alle nodige documenten behoorlijk en volledig ingevuld op het werkloosheidsbureau toekomen binnen de termijn van twee maanden, die ingaat de dag na de dag aangeduid in de aanvraag, en berekend van datum tot datum. Wanneer de documenten behoorlijk en volledig ingevuld ontvangen worden na die termijn, gaat het recht op uitkeringen slechts in de dag van de ontvangst ervan.

Art. 17. De bevoegde directeur neemt elke beslissing inzake toekenning of uitsluiting van het recht op onderbrekingsuitkeringen na de nodige onderzoeken en navorsingen te hebben verricht of laten verrichten. Hij noteert zijn beslissing op een onderbrekingskaart waarvan het model en de inhoud wordt vastgesteld door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. De directeur stuurt een exemplaar van deze onderbrekingsuitkeringskaart bij een ter post aangetekende brief aan de werknemer. Deze brief wordt geacht toegekomen te zijn op de derde werkdag na de afgifte ervan ter post.

Art. 18. Alvorens een beslissing tot uitsluiting of terugvordering van de uitkeringen te nemen, roept de directeur de werknemer op om hem te horen. De werknemer moet evenwel niet worden opgeroepen om te worden gehoord in zijn verweermiddelen :

1° wanneer de beslissing tot uitsluiting het gevolg is van een werkherhvatting, een pensionering of een beëindiging van de arbeids-overeenkomst, of van het feit dat de loopbaanonderbreker de uitoefening van een zelfstandige activiteit voortzet, terwijl hij reeds gedurende één jaar de uitoefening van deze activiteit heeft gecumuleerd met het genot van onderbrekingsuitkeringen;

2° in geval van terugvordering ten gevolge van de toekenning van een uitkeringsbedrag dat niet overeenstemt met de bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6;

3° wanneer de werknemer schriftelijk heeft meegedeeld dat hij niet wenst te worden verhoord.

Indien de werknemer de dag van de oproeping belet is, mag hij vragen het verhoor te verdagen tot een latere datum die niet later mag vallen dan vijftien dagen na die welke voor het eerste verhoor was vastgesteld.

Behoudens gevallen van overmacht wordt het uitstel maar éénmaal verleend.

De aanvraag tot uitstel moet, behoudens in de gevallen van overmacht, op het werkloosheidsbureau toekomen uiterlijk de dag voor de dag waarop de werknemer werd geroepen.

De werknemer kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een vertegenwoordiger van een representatieve werknemersorganisatie.

De beslissing van de directeur, waarbij onrechtmatig ontvangen onderbrekingsuitkeringen worden teruggevorderd, wordt bij een ter post aangetekend schrijven aan de betrokken werknemer ter kennis gebracht en vermeldt zowel de periode voor dewelke teruggevorderd wordt als het terug te vorderen bedrag.

De directeur kan afzien van de terugvordering wanneer :

— ofwel de onderbrekingsuitkeringen ten onrechte zijn uitbetaald ten gevolge van een juridische of materiële vergissing van het werkloosheidsbureau;

— ofwel de werknemer die een vereiste aangifte niet heeft gedaan of deze laattijdig heeft gedaan, bewijst dat hij te goeder trouw heeft gehandeld en dat hij recht zou gehad hebben op uitkeringen indien hij tijdig zijn aangifte zou hebben gedaan.

De werknemer kan tegen de beslissingen van de directeur tot uitsluiting van het recht of tot terugvordering van de uitkeringen, op straffe van verval, binnen 3 maanden na de kennisgeving bij de bevoegde arbeidsrechtbank in beroep gaan.

Art. 19. Les règles applicables en matière de contrôle de l'application de la réglementation du chômage sont également applicables en matière de contrôle de l'application des dispositions visées par le présent arrêté. Les agents compétents pour ce contrôle, sont également compétents pour le contrôle de l'application des dispositions du présent arrêté.

Art. 20. Les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux de l'Administration de la réglementation et des relations du travail sont désignés comme fonctionnaires chargés du contrôle de l'application du chapitre IV, section 5 de la loi du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales et de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 21. Le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences, peut déterminer, en cas de chômage complet, l'assimilation des travailleurs visés par le présent arrêté aux travailleurs qui deviennent chômeurs complets dans un emploi à temps plein, ainsi que la rémunération à prendre en considération pour le calcul de leurs allocations.

Art. 22. Le chapitre VIII de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Toutefois par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, les travailleurs qui, avant le 1^{er} janvier 2002, ont réduit leurs prestations de travail d'un cinquième et les travailleurs qui ont cinquante ans ou plus et qui sont passés avant le 1^{er} janvier 2002 à un régime de travail à mi-temps bénéficient, à partir du 1^{er} janvier 2002, du montant des allocations respectivement prévu par l'article 5 ou de l'article 6, lorsque ces montants sont plus élevés que les montants octroyés en vertu de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 précité.

Art. 23. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 15 septembre 2001.

Art. 19. De regels die gelden inzake het toezicht op de toepassing van de werkloosheidsreglementering zijn eveneens van toepassing inzake het toezicht op de toepassing van de bepalingen bedoeld in dit besluit. De voor dit toezicht bevoegde ambtenaren zijn eveneens bevoegd voor het toezicht op de toepassing van de bepalingen van dit besluit.

Art. 20. De sociale inspecteurs en de sociale controleurs van de Administratie van de Arbeidsbetrekkingen en -reglementering worden eveneens aangewezen als ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van hoofdstuk IV, afdeling 5 van de Herstellwet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 21. De Minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, kan, in geval van volledige werkloosheid, de gelijkstelling bepalen van de werknemers bedoeld in dit besluit met de werknemers die volledig werkloos worden in de voltijdse dienstbetrekking, alsmede met welk loon rekening gehouden wordt voor de berekening van hun uitkeringen.

Art. 22. Hoofdstuk VIII van de wet van 5 september 2001 tot verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers en dit besluit treden in werking op 1 januari 2002.

In afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen genieten de werknemers die vóór 1 januari 2002 hun arbeidsprestaties verminderd hebben met een vijfde en de werknemers van vijftig jaar of ouder die vóór 1 januari 2002 overgegaan zijn naar een halftijdse betrekking, vanaf 1 januari 2002 respectievelijk van het bedrag van de onderbrekingsuitkeringen voorzien bij artikel 5 of bij artikel 6, wanneer deze bedragen hoger liggen dan deze toegekend krachtens het voornoemd koninklijk besluit van 2 januari 1991.

Art. 23. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Références au *Moniteur belge* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 15 september 2001.

F. 2001 — 3607

[S - C - 2001/13205]

11 AVRIL 2000. — Convention de partenariat entre l'Etat fédéral et la S.N.C.B., en application de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi. — Projets globaux « Amélioration des conditions de mobilité des usagers des chemins de fer »

Entre :

l'Etat fédéral, représenté par Mme L. Onkelinx, Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi, et par Mme I. Durant, Vice-Première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports, d'une part,

et

la Société nationale des Chemins de Fer belges (S.N.C.B.), représentée par M. Michel Damar, Président du Conseil d'Administration, et par M. E. Schouppe, Administrateur délégué et Président du Comité de direction, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Afin de mettre en œuvre, pour le compte de l'Etat fédéral, certains projets globaux adoptés par le Gouvernement en application de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, la S.N.C.B. procède à l'engagement de jeunes travailleurs dans une convention de premier emploi, consistant en un contrat de travail à temps plein d'une durée d'un an.

Pour l'application de la présente convention, on entend par « jeunes travailleurs » les jeunes visés à l'article 21 de la loi précitée, proposés par les services régionaux d'emploi.

N. 2001 — 3607

[C - 2001/13205]

11 APRIL 2000. — Partnership-overeenkomst tussen de federale overheid en de NMBS, in toepassing van artikel 43 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid. — Globale projecten « Verbetering van de omgeving voor de mobiliteit van de treingebruikers »

Tussen :

de federale overheid, vertegenwoordigd door Mevr. L. Onkelinx, Vice-Eerste Minister en Minister van Arbeid en Tewerkstelling en door Mevr. I. Durant, Vice-Eerste Minister, Minister van Mobiliteit en Vervoer, enerzijds,

en

de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS), vertegenwoordigd door de heer Michel Damar, Voorzitter van de Raad van Bestuur en de heer Etienne Schouppe, Gedelegeerd Bestuurder en Voorzitter van het Directiecomité, anderzijds,

er werd als volgt overeengekomen :

Om, voor rekening van de federale overheid, bepaalde globale projecten, die door de Regering werden aangenomen overeenkomstig artikel 43 van de Wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, uit te voeren, neemt de NMBS jonge werknemers in dienst in een overeenkomst van startbaan, die bestaat in een arbeidscontract voor een voltijdse baan voor de duur van een jaar.

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder « jonge werknemers » de jongeren bedoeld in artikel 21 van voornoemde wet, voorgesteld door de regionale arbeidsdiensten.